

## **Le LSAP regrette le marchandage de postes entre chefs d'État européens et le non-respect du principe du « Spitzenkandidat »**

C'est avec déception que le comité directeur du LSAP prend connaissance de l'accord trouvé au Conseil européen du 2 juillet 2019 et aboutissant à la désignation de Mme Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne. Cette nomination porte un coup sans doute fatal au principe du «Spitzenkandidat», salué par le LSAP pour avoir contribué à relancer l'intérêt des électeurs dans le débat d'idées européen en permettant de confronter des projets politiques différents incarnés par des candidats crédibles. Cette décision porte préjudice à la crédibilité de la démocratie européenne à un moment crucial de l'histoire de l'Union européenne.

Le LSAP regrette aussi que la candidature de Frans Timmermans à la Présidence de la Commission n'ait finalement pas été retenue. Le candidat socialiste aurait bénéficié d'une forte légitimité démocratique et aurait su donner à l'Union européenne une impulsion politique nouvelle, pour une Europe plus sociale et plus écologique. Il aurait surtout su tenir tête aux États européens manifestant des tendances autoritaires inquiétantes et menaçant l'État de droit et les droits de l'homme dans leurs pays.

Le Conseil européen du 2 juillet 2019 restera dans les annales comme un rendez-vous manqué de l'Union européenne avec son histoire : au lieu de nommer un président de la Commission ayant un projet ambitieux pour une Union européenne plus ambitieuse, plus juste et plus écologique, les chefs d'État ont choisi une candidate sortie de nulle part, qui n'était pas présente dans la campagne européenne et dont on ne connaît pas le programme.

Il en est d'autant plus important maintenant d'insister sur la prise en compte dans le programme de la nouvelle commission des idées socialistes en matière sociale, de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, de solidarité envers les réfugiés et d'approfondissement politique de l'Union économique et monétaire. Il est urgent aussi de veiller à ce que la démocratie, l'État de droit et les libertés publiques continuent à représenter des valeurs non négociables au sein de l'Union européenne.

Communiqué par le comité directeur du LSAP le 3.7.2019

A decorative graphic at the bottom of the page consisting of overlapping geometric shapes in red, pink, teal, and dark blue.